

Les patrons de Belfius vont s'expliquer sur leurs accords avec l'ACW

À la demande des députés, les responsables de Belfius, de la SFPI et de l'ACW seront auditionnés afin d'éclaircir les accords jugés «troubles» passés entre leurs institutions.

NATHALIE BAMPS

«Je suis droit dans mes bottes». C'est en ces termes que le ministre des Finances, Steven Vanackere (CD&V), s'est défendu hier au Parlement face aux attaques de l'opposition flamande dans le cadre du dossier délicat des accords commerciaux passés entre la banque Belfius et l'ACW (l'aile flamande du MOC).

Assailli de questions des parlementaires flamands (y compris de l'Open VLD et de Groen!), le ministre a été sommé de s'expliquer sur les nouvelles révélations faites en début de semaine sur l'existence d'un deal commercial entre Belfius et l'ACW. Un deal qui aurait mené au versement de quelque 4 millions d'euros par la banque, sous forme d'un taux d'intérêt «secret» de 1,5% versé en plus d'un taux de base de 6,25% rémunérant un prêt à dix ans de l'ACW-MOC auprès de Belfius.

«Jamais vous ne nous avez révélés cela, or le Parlement et le citoyen ont droit à toute la vérité», s'est indigné le député N-VA Peter Dedecker, pour qui les clients de Belfius ne se retrouvent pas tous sur pied d'égalité. Dans la foulée de son intervention, le député a réclamé qu'une commission d'enquête soit créée afin de faire «toute la lumière» dans ce dossier. La N-VA déposera une proposition de loi en ce sens.

Auditions en vue

Le chef de file de l'Open VLD, Luk Van Biesen, a de son côté plutôt évoqué la nécessité d'auditionner les responsables de la banque, Jos Clijsters (CEO) et Alfred Bouckaert

«Il faut dépasser tout cela, moi aussi je demande à obtenir toute la clarté.»

STEVEN VANACKERE
MINISTRE DES FINANCES

(président du conseil d'administration), ainsi que le patron de la SFPI.

«Le Parlement peut en effet demander plus d'explications à tous les acteurs dans le respect du cadre légal et commercial de la banque», a admis Steven Vanackere, à la grande satisfaction de l'Open VLD. Le ministre des Finances ne s'oppose donc pas à cette audition, et encourage même les responsables de Belfius à agir «de manière proactive, et non réactive». «Il faut dépasser tout cela,



Steven Vanackere a subi les assauts de l'opposition qui l'accuse d'avoir caché des informations dans le dossier ACW/Belfius. © BELGA

moi aussi je demande à obtenir toute la clarté.» Après examen de l'agenda, il a immédiatement été décidé d'auditionner les patrons de Belfius, de la SFPI (Koen Van Loo et Robert Tollet) et de l'ACW (Patrick Develtere) ce vendredi à 14h00 en commission des Finances.

Pas d'ingérence

Steven Vanackere, lui, s'est par ailleurs défendu énergiquement d'avoir fait de la rétention d'informa-

tion, expliquant au passage qu'il s'est refusé à faire preuve d'ingérence politique dans ce dossier, et ce avec l'aval du premier ministre. «J'avais proposé d'inviter le CEO de Belfius au kern afin d'expliquer l'accord que sa banque avait passé avec l'ACW. Mais le Premier ministre Elio Di Rupo lui-même n'a pas estimé utile de mener cette audition». Steven Vanackere a précisé qu'ils avaient jugé que la politique n'avait pas à intervenir dans une négociation

d'ordre économique. D'autant que l'opération était favorable à la fois pour Belfius et pour le contribuable, et qu'elle avait reçu l'aval de la BNB et du conseil d'administration de Belfius, a-t-il précisé.

Les dernières révélations sur l'accord commercial «secret» entre Belfius et l'ACW semblent malgré tout laisser un goût amer dans la bouche du ministre des Finances. «Je n'en ai eu connaissance que ce 27 février (soit mercredi), a-t-il affirmé

aux députés, soit après mon intervention au Parlement», a-t-il dit, précisant que Belfius n'avait pas communiqué sur cet aspect de l'accord à son cabinet avant cette date. Cela étant, à ses yeux, ce deal commercial est à mettre sur le même pied que les accords commerciaux que la banque ferait avec d'autres de ses clients pour des volumes équivalents. «Il est avant tout lié aux avoirs dans la banque et aux primes d'assurances», a-t-il souligné.